

## Congo : « Reynders est à la manœuvre contre nous »

**L**éonard Okitundu, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères congolais, reste vague quand il explique pourquoi son pays a choisi de bouder la conférence des donateurs tenue la semaine dernière à Genève : « Nous n'avions pas été consultés, ni associés à la préparation de cette conférence. Nous avons eu le sentiment que l'ampleur de la crise a été délibérément exagérée par la communauté internationale. Dans quel but ? Nous l'ignorons. Nous soupçonnons des manœuvres. »

Pour expliquer les raisons de la brouille actuelle avec la Belgique, Léonard Okitundu est en revanche nettement plus direct : « Nous avons eu le sentiment que la réunion tenue en 2016 à Genval, où s'est constitué le Rassemblement de l'opposition congolaise, était dirigée contre les autorités du pays et qu'elle avait la bénédiction des autorités belges. Didier Reynders a pratiquement donné sa bénédiction personnelle à cette réunion... » Et de viser le ministre des Affaires étrangères comme étant « à la manœuvre contre nous ». ■

## « Didier Reynders est à la manœuvre contre nous »

RD CONGO Léonard Okitundu impute la brouille à son homologue belge

► Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères congolais détaille les raisons des tensions actuelles entre Kinshasa et Bruxelles.

► Il s'en prend tout particulièrement à Didier Reynders.

► Et estime que c'est à la Belgique de faire un geste.

ENTRETIEN ██████████  
KINSHASA  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

**B**ien que comptant quelque 4,5 millions de déplacés et plusieurs foyers de violence, la République démocratique du Congo refuse de figurer sur le même rang que la Syrie ou le Yémen. Elle a réussi à faire baisser le niveau d'urgence « L3 » qui lui avait été attribué par l'ONU, une mesure symbolique mais aussi administrative permettant d'ouvrir certains « tiroirs » d'accès à une aide d'urgence renforcée. En outre, Kinshasa a choisi de bouder la conférence des donateurs qui avait été convoquée à Genève à l'initiative des Nations unies et des Pays-Bas et qui a réuni des

promesses d'aide pour un montant de quelque 500 millions de dollars, au lieu du 1,7 milliard initialement prévu.

Très critiqué pour cette politique de la chaise vide, tant par l'opposition congolaise et la société civile que par les milieux humanitaires, le ministre des Affaires étrangères congolais She Okitundu explique cette décision à l'occasion d'une interview exclusive, avant de détailler les raisons de la brouille entre Kinshasa et Bruxelles. « Si nous ne sommes pas allés à Genève, c'est tout simplement parce que nous n'avions pas été consultés, ni associés à la préparation de cette conférence. Nous avons eu le sentiment que l'ampleur de la crise a été délibérément exagérée par la communauté internationale. Dans quel but ? Nous l'ignorons. Nous soupçonnons des manœuvres. De toute façon, nous avons nous-mêmes débloqué 100 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires de notre population ».

**Pouvez vous retracer l'histoire de la brouille avec la Belgique ? Remonte-t-elle à la conférence qui s'est tenue à Genval, durant l'été**

**2016, où s'est constitué de Rassemblement de l'opposition congolaise ?**

*Nous avons alors eu le sentiment que cette réunion était dirigée contre les autorités du pays et qu'elle avait la bénédiction des autorités belges.*

**Mais l'opposition congolaise a toujours choisi la Belgique comme caisse de résonance, il n'y a rien de neuf à cela...**

*Certes, mais ici, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders a pratiquement donné sa bénédiction personnelle à cette réunion... D'autres incidents ont suivi. Savez-vous que la Belgique a activement mené une action de lobbying contre l'admission de la RDC à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, prenant contact avec plusieurs pays pour qu'ils votent contre nous ? Nous avons appris cela lorsqu'un émissaire d'un pays africain frère est venu à Kinshasa pour nous informer de cette action négative ! J'ai alors pris mon bâton de pèlerin, et je suis allé en*

*Asie, en Amérique latine et ailleurs pour plaider la cause de la RDC et nous avons finalement obtenu une majorité de votes en notre faveur. Mais de la part de la Bel-*

*gique, nous avons jugé qu'il s'agissait d'une démarche hostile. Par ailleurs, l'an dernier, lors de la nomination du Premier ministre Bruno Tshibala, le ministre Reynders s'est prononcé contre cette nomination, estimant qu'elle n'était pas conforme à l'accord de la Saint-*

*Sylvestre, et ces propos nous ont choqués.*

*Par la suite, après la première marche des laïcs chrétiens - qui a eu lieu fin décembre et a été durement réprimée, NDLR -, le ministre de la Coopération a décidé, de manière unilatérale, de réaffecter une partie de l'aide, soit 2,5 millions de dollars. Alors que nos accords de partenariat prévoient des mécanismes de concertation, rien de tout cela n'a joué ; la Belgique a décidé seule de nous sanctionner, invitant ses partenaires européens à faire de même.*

**Est-ce pour cette raison que vous avez décidé de fermer la maison Schengen, qui délivre des visas aux ressortissants congolais pour le compte de 18 pays européens ?**

*Si nous avons pris cette décision, c'est parce que ce système ne fonctionnait plus conformément aux termes de référence de départ. Les délais d'attente étaient longs, les visas étaient souvent refusés... Il faut savoir que cette maison Schengen, gérée par des fonctionnaires belges, n'était pas très populaire aux yeux de l'opinion congolaise.*

**Peut-être, mais aujourd'hui sa fermeture pénalise un grand nombre de citoyens congolais désireux de voyager en Europe et c'est finalement contre vos compatriotes que se retourne cette décision...**

*Il est vrai qu'il faudra trouver une solution, même si certains pays européens ont déjà commencé à délivrer des visas séparément. Une réunion a déjà eu lieu à Kinshasa entre des experts belges et congolais et une autre rencontre, celle de la réciprocité, devait avoir lieu à Bruxelles. Mais deux des personnes qui auraient dû y représenter la RDC, dont le chef de l'Agence nationale de renseignements, sont sous le coup de sanctions décidées par l'Union européenne. Nous avons de-*

*mandé à la Belgique de faire lever ces sanctions pour l'occasion mais cela nous a été refusé. On nous a proposé de tenir cette réunion dans un pays tiers, ce que nous ne voulons pas car il s'agit d'un sujet bilatéral... On en est là...*

**Vous avez aussi décidé de suspendre les activités de l'agence belge de coopération Enabel, et même interdit aux ONG congolaises de fonctionner avec de l'argent d'origine belge, tout cela n'est pas très amical non plus.**

*Il s'agit effectivement de mesures de rétorsion, nous sommes un pays souverain, nous voulons être traités avec respect. Je considère que, compte tenu de tout ce qui précède, la balle se trouve désormais dans le camp de la Belgique, à elle de faire un geste.*

**On a le sentiment que vos critiques s'adressent surtout à Didier Reynders, le ministre belge des Affaires étrangères...**

*C'est tout à fait exact. Tout porte à croire que la Belgique a levé l'option de tourner le dos aux autorités en place à Kinshasa et même de leur trouver une alternative. C'est même pire que du temps de Karel de Gucht avec lequel nous avions eu des heurts ponctuels. On a l'impression que l'acteur prin-*

*cipal de la diplomatie belge est à la manœuvre contre nous. Heureusement, des canaux de communication subsistent et le Premier ministre Charles Michel s'est déjà entretenu à plusieurs reprises avec le président Kabila, les ponts ne sont donc pas rompus. Il faudra trouver une solution à la crise actuelle... Nous la regrettons, mais nous continuons à aller de l'avant...*

**Pourquoi les marches des chrétiens ont-elles été aussi durement réprimées ? On a tiré avec des armes à feu sur des manifestants pacifiques...**

*Mais ces manifestations n'avaient pas été autorisées ! Chez vous aussi, lorsqu'une manifestation est programmée, il y a discussion préalable avec les autorités. Ici, il n'y a rien eu de tout cela. Pas de concertation préalable, on se contentait de nous dire que les gens allaient sortir des églises, donc marcher depuis de nombreux points différents... En fait, les manifestants voulaient converger vers*

*l'Assemblée nationale, avec tout ce que cela signifie...*

**Les élections auront-elles lieu à la date prévue, le 23 décembre prochain ?**

*Le processus est en cours, la Commission électorale avance bien, en juin prochain, elle enregistrera le dépôt des candidatures à tous les scrutins, ce sera un moment important. Les élections auront lieu comme prévu, je peux vous l'assurer. Dans cette direction, nous avons le soutien explicite de pays importants comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui ne veulent aucune aventure... ■*

Propos recueillis par  
COLETTE BRAECKMAN

## Italie : une campagne « haineuse »

**P**endant les trois dernières semaines de la campagne électorale en Italie, 787 messages de haine ont été repérés sur les comptes des candidats, soit plus d'un par heure, répercutés à l'envi sur les réseaux sociaux, selon un rapport d'Amnesty International publié mardi. Du 8 février au

2 mars, plus de 600 militants d'Amnesty ont scruté les comptes Facebook et Twitter de 1.419 candidats aux élections législatives et régionales pour établir un « baromètre de la haine ». La Ligue (extrême droite) se taille la part du lion avec 51 % des messages dénoncés, devant ses partenaires de la coalition de droite Fratelli d'Italia (extrême droite, 27 %) et Forza Italia (droite, 13 %). Plus de 90 % des messages dénoncés visaient les migrants. (afp)

SLOVAQUIE

### Le chef de la police démissionne

Le chef de la police slovaque a annoncé mardi sa démission, réclamée depuis plusieurs semaines par des milliers de manifestants dans le sillage du meurtre d'un journaliste d'investigation, qui avait déjà provoqué un changement de gouvernement. Tibor Gaspar quittera ses fonctions fin mai. Sa démission intervient après celle du ministre de l'Intérieur Tomas Drucker, qui avait annoncé sa décision lundi en la motivant par son impossibilité de démettre M. Gaspar. (afp)

### COMMERCE

#### Justin Trudeau plaide pour le Ceta à Paris

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a défendu mercredi avec vigueur le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (Ceta) devant les députés français qui doivent encore le ratifier et le contestent pour une partie d'entre eux. M. Trudeau a notamment assuré que le Ceta « donne l'exemple sur la protection des droits de la personne, sur l'environnement et sur la mobilité des citoyens ». (afp)